

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/REG11/9

16 février 1998

(98-0550)

Comité des accords commerciaux régionaux

Original: anglais

ACCORD DE LIBRE-ECHANGE D'EUROPE CENTRALE

Questions et réponses

Le présent document reproduit ci-après les questions adressées aux Parties et leurs réponses communes suivant l'ordre de présentation du document WT/REG11/2.

I. RENSEIGNEMENTS GENERAUX SUR L'ACCORD

4. Champ d'application et produits visés

Nous constatons qu'il n'est pas fait référence au libre-échange des produits agricoles. Est-ce l'un des objectifs de l'ALEEC, et, dans l'affirmative, quand les membres de l'ALEEC envisagent-ils de l'atteindre?

L'objectif général des Parties, mentionné dans le Préambule de l'ALEEC, est d'"éliminer progressivement les obstacles pour l'essentiel de leurs échanges commerciaux" entre les Parties à l'ALEEC, conformément au sens de l'article XXIV:8 b). Le chapitre II de l'Accord contient des dispositions relatives à l'échange de concessions concernant les produits agricoles relevant des chapitres 1 à 24 du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises. Veuillez consulter la réponse à la question 12 pour plus de détails sur la situation actuelle et les perspectives futures.

Quel pourcentage des échanges commerciaux entre les Parties à l'ALEEC représentent les produits:

- **qui relèvent des chapitres 1 à 24 du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises?**
- **qui relèvent des chapitres 25 à 97 du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises?**
- **qui sont mentionnés dans la liste des exceptions?**

Quelles sont les intentions des Parties à l'ALEEC pour ce qui est d'inclure les produits exemptés dans le champ d'application de l'Accord?

En 1996, les produits relevant des chapitres 1 à 24 et 25 à 97 représentaient respectivement les parts suivantes des importations totales de chaque Partie en provenance des autres Parties du groupe (les chiffres ne comprennent pas les échanges commerciaux avec la Roumanie, celle-ci ayant accédé à l'ALEEC le 1er juillet 1997): République tchèque (8,0 pour cent, 92,0 pour cent), République de

Hongrie (3,0 pour cent, 97,0 pour cent), République de Pologne (11,1 pour cent, 88,9 pour cent), République slovaque (11,1 pour cent, 88,9 pour cent), République de Slovénie (11,5 pour cent, 88,5 pour cent). Pour la Roumanie, ces chiffres sont respectivement de 12,5 pour cent et de 87,5 pour cent.

Rien dans l'Accord ne prévoit l'exclusion *a priori* d'un produit.

II. DISPOSITIONS COMMERCIALES

1. Produits industriels

1.1 Restrictions à l'importation

Les Parties à l'ALEEC peuvent-elles préciser quelles mesures elles comptent prendre pour supprimer les taxes à l'importation équivalant à des droits de douane, comme il est prévu à l'annexe II?

A compter du 1er janvier 1998, aucune taxe à l'importation équivalant à un droit de douane n'est appliquée aux échanges commerciaux entre les Parties à l'ALEEC.

Quelles restrictions quantitatives et mesures d'effet équivalent les Parties à cet accord appliquent-elles actuellement aux importations?

Les Parties à l'Accord peuvent-elles énumérer brièvement les produits non visés par l'article 8? Quelle proportion des échanges commerciaux entre les Parties représentent les produits mentionnés dans la liste des exceptions (aux annexes III/A, III/B et III/C)? Pourraient-elles aussi donner un bref aperçu des mesures qu'elles comptent prendre pour supprimer les restrictions quantitatives et les mesures d'effet équivalent appliquées aux produits faisant l'objet d'une exception?

Actuellement, les restrictions à l'importation et les mesures d'effet équivalent (portant sur une part négligeable du total des échanges commerciaux entre les Parties) appliquées aux importations par chaque Partie à l'ALEEC, sont les suivantes:

République tchèque et République slovaque - Les restrictions quantitatives sont actuellement appliquées aux importations de minerai d'uranium ou de thorium, d'uranium naturel ou enrichi, de déchets et de rebuts en papier ou en carton et de déchets et de rebuts ferreux mentionnés dans la liste à l'annexe IIIa. Ces restrictions, maintenues pour des raisons de sécurité et de protection de l'environnement, seront progressivement supprimées d'ici à la fin de la période de transition.

République de Hongrie - Les restrictions sont appliquées aux importations de produits énumérés dans la liste à l'annexe IIIb. Progressivement supprimées depuis le 1er janvier 1995, ces restrictions le seront totalement d'ici au 31 décembre 2000. Les restrictions à l'importation de sous-vêtements ont été supprimées le 1er janvier 1995. Des plafonds annuels ont été fixés pour de nombreux produits originaires de Pologne, de la République tchèque, de Slovaquie et de Roumanie.

République de Pologne - L'interdiction actuellement en vigueur d'importer des véhicules automobiles de dix ans ou plus et leurs parties, des véhicules utilitaires de six ans ou plus, des moteurs à deux temps pour les véhicules automobiles et des véhicules automobiles équipés de ces moteurs mentionnés dans la liste à l'annexe IIIc, sera progressivement levée d'ici au 1er janvier 2002.

La République de Slovénie et la Roumanie n'appliquent pas de restriction quantitative à l'importation.

Jusqu'à ce jour, il n'a été mené aucune négociation en vue d'accélérer la suppression des mesures restantes décrites ci-dessus.

1.2 Restrictions à l'exportation

Quelles restrictions quantitatives et mesures d'effet équivalent les Parties à cet accord appliquent-elles actuellement aux exportations?

Les Parties à l'Accord peuvent-elles énumérer brièvement les produits non visés à l'article 9? Quelle proportion des échanges commerciaux entre les Parties représentent les produits mentionnés dans la liste des exceptions (aux annexes IV/A, IV/B et IV/C)?

Actuellement, les Parties à l'ALEEC suivantes appliquent aux exportations des restrictions et des mesures d'effet équivalent (portant sur une part négligeable du total des échanges commerciaux entre les Parties):

La République de Hongrie applique des restrictions quantitatives à l'exportation et des mesures d'effet équivalent aux produits mentionnés dans la liste de la partie 2 de l'annexe IVb (déchets métalliques et non métalliques), et il n'a pas été convenu d'une date pour leur suppression.

La République de Pologne applique des restrictions quantitatives et des mesures d'effet équivalent aux produits mentionnés dans la liste de la partie 2 de l'annexe IVc (déchets non métalliques), et il n'a pas été convenu d'une date pour leur suppression. En outre, la Pologne applique des restrictions quantitatives à l'exportation dans ses échanges commerciaux avec la République de Slovénie, conformément au paragraphe 2 de l'annexe à l'article 7 de l'Accord sur l'accession de la République de Slovénie à l'ALEEC. Il n'a pas été convenu d'une date pour leur suppression.

A compter du 1er janvier 1998, la Roumanie a supprimé toutes les restrictions quantitatives à l'exportation.

La République tchèque, la République slovaque et la République de Slovénie n'appliquent pas de restriction quantitative à l'exportation.

2. Produits agricoles

Nous serions reconnaissants aux Parties à l'ALEEC de soumettre un résumé des concessions concernant les produits agricoles. Les Parties négocient-elles actuellement ou comptent-elles le faire en vue d'étendre les concessions accordées pour les produits visés dans les protocoles?

Les objectifs initiaux en matière d'élimination des obstacles aux échanges de produits agricoles entre les Parties à l'ALEEC ont été progressivement renforcés.

Dans l'Accord initial signé le 21 décembre 1992, les Parties à l'ALEEC étaient convenues de réduire les droits de douane sur les importations visées aux Protocoles n° 4, 5 et 6 auxquels l'article 12 de l'ALEEC se réfère. Les concessions consistaient en une réduction des droits de douane et des contingents tarifaires préférentiels étaient appliqués pour certains produits.

Un Protocole additionnel de l'ALEEC a été signé le 29 avril 1994. Les Protocoles n° 4, 5 et 6 d'origine concernant les échanges de produits agricoles ont été abrogés et remplacés par de nouveaux Protocoles n° 4, 5 et 6. Le champ d'application des concessions a été élargi à de nouveaux produits et les réductions des droits de douane ont été accrues.

Le Protocole additionnel n° 3 de l'ALEEC a été signé le 21 décembre 1995. Conformément à ses dispositions, l'essentiel des échanges de produits agricoles entre les pays membres de l'ALEEC fait l'objet de concessions. Des préférences sont accordées pour de nouveaux produits. Les nouveaux Protocoles n° 4, 5 et 6 se traduisent par un échange de concessions concernant le commerce entre, respectivement, les Républiques tchèque et slovaque - la Hongrie, les Républiques tchèque et slovaque - la Pologne, la Hongrie - la Pologne.

Les annexes A et B des Protocoles n° 4, 5 et 6 mentionnent les mêmes produits. Les quatre Parties originelles à l'ALEEC appliquent les mêmes droits de douane nuls (annexe A) et réduits (annexe B). Ces préférences sont le résultat de négociations ayant eu lieu entre les quatre pays. Les annexes C et D des Protocoles n° 4, 5 et 6 mentionnent les préférences accordées pour certains autres produits agricoles. Le champ d'application de ces concessions diffère suivant les flux commerciaux entre les pays.

En ce qui concerne la Slovénie et la Roumanie, il a été conservé la même structure pour les listes de concessions lors des négociations en vue de leur accession à l'ALEEC. Les conditions appliquées sont actuellement établies dans les Protocoles n° 11 pour les échanges commerciaux entre les Républiques tchèque et slovaque et la Slovénie, n° 12 pour ceux entre la Hongrie et la Slovénie, n° 14 pour ceux entre la Pologne et la Slovénie, n° 18 pour ceux entre les Républiques tchèque et slovaque et la Roumanie, n° 19 pour ceux entre la Hongrie et la Roumanie, n° 20 pour ceux entre la Pologne et la Roumanie, et n° 21 pour ceux entre la Slovénie et la Roumanie.

Les droits de douane établis à compter de la date de l'accession, nuls à l'annexe A et réduits à l'annexe B des Protocoles n° 4, 5 et 6, sont appliqués aux échanges commerciaux entre la République tchèque, la Hongrie, la Pologne, la Slovaquie et la Slovénie, d'une part, et la Roumanie, d'autre part. Peu de positions tarifaires mentionnées dans les annexes A et B des Protocoles n° 18 à 21 ont des échéances différentes. Les droits de douane qui leur sont appliqués sont progressivement réduits. Ils auront atteint les niveaux établis aux annexes A et B d'ici au 1er janvier 1999. Les concessions concernant les échanges agricoles entre la République tchèque, la Hongrie, la Pologne et la Slovaquie, d'une part, et la Slovénie, d'autre part, consistent en une réduction des droits de douane ou des contingents préférentiels pour un choix de produits. Leurs champs d'application dans les échanges commerciaux bilatéraux entre les pays diffèrent suivant les flux commerciaux. Le Protocole additionnel n° 6 sera appliqué à compter du 1er avril 1998. Conformément à ses dispositions, les préférences établies dans les annexes A et B des Protocoles n° 4, 5 et 6 seront appliquées aux échanges commerciaux entre les Républiques tchèque et slovaque et la Slovénie, la Hongrie et la Slovénie, la Pologne et la Slovénie, et la Roumanie et la Slovénie. De même que pour la Roumanie, quelques produits (environ 30 positions tarifaires) mentionnés aux annexes A et B feront l'objet d'une exception temporaire. Des préférences leur seront accordées jusqu'au 1er janvier 2000 sous la forme de contingents, les droits de douane étant progressivement réduits.

Pour satisfaire aux prescriptions de l'article 12, les Parties à l'ALEEC continueront d'examiner la possibilité de s'accorder mutuellement d'autres concessions.

4. Sauvegardes

4.1 Difficultés de balance des paiements

Les mesures prises à des fins de balance des paiements au titre de l'article 32 seront-elles appliquées de manière non discriminatoire et sans léser les intérêts des Etats qui ne sont pas Parties à l'Accord?

L'article 32 dispose que toute mesure prise à des fins de balance des paiements sera appliquée conformément aux conditions établies dans le cadre de l'OMC, c'est-à-dire de manière non discriminatoire et sans léser les intérêts des tierces parties.

4.4 Mesures de sauvegarde spécifiques

Dans l'attente d'une solution, quelles mesures les parties contractantes envisagent-elles de prendre en cas de perturbations du marché? Ces mesures seraient-elles compatibles avec l'OMC? Les parties contractantes peuvent-elles garantir que ces mesures ne porteraient pas atteinte aux droits des Etats qui ne sont pas Parties à l'Accord? Quels critères seront utilisés pour déterminer si une "perturbation grave" sur les marchés agricoles (article 14) a été causée?

Les mesures que les Parties à l'ALEEC ont le droit de prendre pour répondre aux perturbations du marché seront choisies suivant le cas. Lors de ce choix, il sera donné la priorité aux mesures perturbant le moins le fonctionnement de l'ALEEC. Les mesures prévues à l'article 14 ne sont pas conçues comme des mesures en faveur de pays tiers mais comme des mesures qui s'appliquent uniquement aux échanges commerciaux agricoles entre les Parties. Elles ne sont pas en conflit avec les règles de l'OMC et elles ne portent pas atteinte aux droits des Etats qui ne sont pas Parties à l'ALEEC.

5. Mesures antidumping

L'ALEEC prévoit l'application de droits antidumping comme énoncé à l'article VI du GATT. Nous constatons qu'aux termes de l'article XXIV:8 b) du GATT cette exception n'est pas autorisée et que cette clause pourrait donc être non conforme.

Selon les Parties à l'ALEEC, cette question devrait être considérée comme une question systémique.

L'article 26 vise à assurer aux Parties à l'ALEEC et aux Membres de l'OMC que toute mesure antidumping prise soit entièrement conforme aux règles de l'OMC.

Les Parties peuvent-elles expliquer si, en pratique, les obligations découlant des articles 26, 27 et 31 et la façon dont elles seront remplies diffèrent de celles que les Parties doivent respecter dans le cadre de l'OMC?

Les Parties à l'Accord sont convaincues qu'il n'existe pas de contradiction entre les obligations découlant des articles 26, 27 et 31 et la façon dont elles seront remplies, et les obligations des Parties dans le cadre de l'OMC.

6. Subventions et aides gouvernementales

Etant donné que les dispositions du paragraphe 1 de l'article 23 ne s'appliquent pas aux produits agricoles, les parties contractantes peuvent-elles donner l'assurance qu'il n'en résultera aucune discrimination à l'encontre des Etats qui ne sont pas Parties à l'Accord?

Les Parties à l'Accord ont l'intention de faire en sorte que cet article s'applique aux produits agricoles, conformément à leurs obligations dans le cadre de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture. Jusqu'à ce jour, on n'a pas d'expérience de l'application de cet article.

III. DISPOSITIONS GENERALES DE L'ACCORD

1. Exceptions et réserves

Quelle est la signification précise des mots "ordre public" de l'article 18?

Il faut comprendre les mots "ordre public" au sens de l'article XX du GATT de 1994.

IV. AUTRES DISPOSITIONS

En quoi les obligations découlant de l'article 10 diffèrent-elles de celles prévues dans l'Accord sur les obstacles techniques au commerce?

Selon les Parties à l'ALEEC, il n'existe pas de contradiction entre l'article 10 et leurs obligations dans le cadre de l'Accord OTC. Actuellement les Parties à l'ALEEC appliquent les règles OTC, cet article 10 de l'Accord n'étant pas encore opérationnel.

Existe-t-il des mesures ou pratiques de nature fiscale applicables sur le plan intérieur, qui établissent, directement ou indirectement, une discrimination à l'égard d'autres pays? Dans l'affirmative, quelles sont ces mesures ou pratiques? Y a-t-il une différence entre les dispositions du paragraphe 1 de l'article 17 et celles de l'article III du GATT?

Les Parties à l'ALEEC n'appliquent sur le plan intérieur aucune mesure ou pratique de nature fiscale qui établisse une discrimination à l'égard de pays tiers. Les dispositions de l'ALEEC relatives aux mesures et pratiques de nature fiscale applicables sur le plan intérieur n'accordent pas de traitement préférentiel dans ce domaine et ne prévoient pas d'engagements entre les Parties à l'ALEEC qui iraient plus loin que ceux découlant de l'article III.

Quels sont les produits qui font actuellement l'objet de monopoles d'Etat? Quelle est la proportion des échanges de ces produits qui est couverte par le présent accord? L'article 20 laisse penser que les monopoles d'Etat prennent des décisions commerciales discriminatoires. /Les Parties peuvent-elles confirmer que ces monopoles agissent d'une manière qui est conforme à l'article XVII du GATT lors de leurs ventes ou de leurs achats à des pays tiers?

L'article 20 est une disposition générique qui s'applique à tous les monopoles d'Etat présentant un caractère commercial, s'il en existe. Il a pour objet de faire en sorte que l'effet de la suppression des restrictions gouvernementales concernant les échanges commerciaux entre les Parties ne soit pas annulé par un comportement discriminatoire des monopoles d'Etat à caractère commercial aux cours de leurs activités d'achat et de commercialisation. A cet égard, l'article 20 est semblable aux dispositions de l'article XVII du GATT de 1994, et toutes les Parties à l'ALEEC confirment leur intention de respecter les obligations contenues dans ces dispositions.

L'Accord lui-même ne contient pas de liste de monopoles d'Etat ou de produits qui font l'objet de monopoles d'Etat dans les Parties à l'ALEEC. Les Parties ont rempli leur obligation de notification au sens de l'article XVII du GATT de 1994.

Selon les Parties à l'ALEEC, rien dans l'article 20 de l'Accord ne serait en contradiction avec les obligations des Parties découlant de l'article XVII du GATT de 1994, comme le montrent les notifications respectives au titre du même article.

Quels sont les critères qui seront appliqués pour évaluer si des mesures empêchent, restreignent ou faussent le jeu de la concurrence, ou si des entreprises abusent de leur position dominante? Ces considérations font-elles l'objet de procédures juridiques spécifiques dans les Etats de l'ALEEC?

Les Parties à l'ALEEC peuvent-elle garantir que la mise en oeuvre de l'article 22 n'entraîne pas de discrimination à l'encontre des autres pays qui ne sont pas Parties à l'Accord (du fait, notamment, que l'article exempte les produits agricoles, qui "font partie intégrante de l'organisation d'un marché national" de l'application des dispositions de l'alinéa a) de son paragraphe 1)?

Il faut noter que les questions de règles de concurrence n'entrent pas dans le champ de l'examen au titre de l'article XXIV.

En établissant leur législation nationale, les Parties à l'ALEEC ont été guidées par les règles de concurrence élaborées dans le cadre des Accords (européens) d'association avec l'UE (articles 85 et 86).

Les Parties n'ont pas encore défini d'autres critères au titre de l'article 22 de l'Accord.

En accordant les mêmes droits à toutes les entreprises, quelle que soit leur nationalité, la législation des Parties à l'ALEEC relative à la lutte contre les pratiques monopolistiques n'établit pas de discrimination à l'égard des pays qui ne sont pas Parties à l'Accord.
